

Le Cercle du «Matin Dimanche»

Comment déminer les bombes climatiques?

**Jean-Pierre Danthine**

Professeur et directeur exécutif de E4S (UNIL-IMD-EPFL)

Des travaux de recherche récents ont identifié et localisé les plus grands projets d'extraction de combustibles fossiles du monde. Ces 425 «bombes climatiques», réparties dans 48 pays, sont des infrastructures de charbon, pétrole et gaz qui pourraient émettre plus de 1 milliard de tonnes de CO₂ sur leur durée d'exploitation. Si toutes étaient exploitées jusqu'à leur terme, leurs émissions potentielles combinées représenteraient deux fois le plafond d'émissions à ne pas dépasser pour espérer maintenir le réchauffement climatique à 1,5 °C par rapport à l'ère préindustrielle. Déminer ces bombes climatiques, c'est-à-dire empêcher ces projets de démarrer ou d'être conduits à leur terme, est impératif.

Chacun de ces projets est comparable à un billet de 1000 francs laissé à

l'abandon au milieu de la place Saint-François. Quelle est la probabilité que ce billet ne soit pas empoché par un passant dans les quelques minutes qui suivent? Ou encore, ils sont de la même nature qu'un terrain constructible que l'on voudrait déclasser en zone agricole en espérant l'approbation souriante de son propriétaire. À l'évidence, il est très naïf de penser que les propriétaires de ces actifs vont volontairement renoncer à les exploiter! Et il ne s'agit pas ici que de l'appât du gain des privés: l'État norvégien vient de mettre en service le plus grand champ pétrolier et gazier en Europe!

Que faire alors? Beaucoup semblent penser que c'est en sevrant les propriétaires de ces actifs de financement, donc en faisant pression sur les banques et les investisseurs que l'on arrivera à les faire renoncer à exploiter ces ressources. C'est une complète illusion. La grande majorité de ces propriétaires de ressources fossiles sont des États ou des entreprises étatiques - (les entreprises cotées étaient responsables de 20% seulement des émissions de gaz à effet de serre industrielles globales en 2015) - et des grandes compagnies qui ne dépendent pas de financement externe pour exploiter leurs ressources. Et dans les cas restants il est absolument impossible d'empêcher des financiers privés - des fonds d'investissement ou de private equity - qui ne sont pas soumis au contrôle des banques ou des investisseurs sur les marchés publics - d'aider les entreprises à ramasser leur billet de 1000 francs en s'en appropriant une fraction pour service rendu.

Nous sommes en fait dans une situation où il n'y a pas d'alternative à la puissance publique. D'abord et de la manière la plus radicale en poussant les États à refuser d'accorder l'autorisa-

« Ce sont bien les demandeurs de produits fossiles qui sont les vrais décideurs et c'est à leur niveau que le défi pourra être relevé, pas autrement. »

tion d'exploiter. Mais le cas norvégien montre que cela est difficile si la perte financière correspondante (pour les actionnaires mais aussi pour les électeurs des politiciens-décideurs) est trop élevée. Le lobbying est massif à tous les niveaux et pour l'instant les cas encourageants sont peu nombreux.

La seule option dès lors est de faire fondre la valeur de ce billet de 1000 francs! Le moyen le plus sûr de ne pas exploiter cette énergie fossile, c'est d'apprendre à s'en passer et de rendre non rentable son exploitation. Ce sont bien les demandeurs de produits fossiles qui sont les vrais décideurs et c'est à leur niveau que le défi pourra être relevé, pas autrement. Bien sûr, les États ont un rôle déterminant à jouer, ici aussi: ils se doivent de forcer le rythme des renoncements aux produits fossiles, d'encourager massivement le transfert vers les énergies renouvelables et d'interdire urgemment l'utilisation des équipements polluants pour lesquels il existe déjà des substituts.

Facebook Le Matin Dimanche
Retrouvez les textes des personnalités du Cercle du Matin Dimanche et participez au débat